

DÉBAT AUTOUR DE LA LOI DE FINANCES 2014**Des députés réclament une évaluation des aides à l'investissement et à l'insertion professionnelle**

Les débats se poursuivent autour de la loi de finances à l'Assemblée populaire nationale (APN).

Hier, des députés du PT ont réclamé au ministre des Finances un bilan des exonérations fiscales concédées aux investisseurs et aussi des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle.

Des mesures décrétées ces dernières années et qui n'ont pas eu, soulignent-ils l'effet escompté en termes de création de la richesse et de l'emploi. Un membre de la commission des Finances et du budget qui a requis l'anonymat, a accusé le ministre des Finances, M. Karim Djoudi, de faire l'impasse sur cette question à chaque fois que la commission le sollicite à ce sujet.

«La commission le lui demande à chaque fois qu'il présente une loi de finances, en vain. Parce qu'il sait pertinemment que ces dispositifs ne génèrent que du manque à gagner en termes de fiscalité.

La Direction générale des impôts établit régulièrement ce genre de bilans mais, le ministre exerce un embargo sur toute information les concernant», a-t-il indiqué.

Soumise hier au débat en séance plénière à l'APN, la loi de finances 2014 prévoit, en effet, une hausse globale du budget de l'Etat de 11,3% comparativement à l'exercice 2013 pour atteindre 7 656,2 milliards de dinars (près de 96 milliards de dollars américains).

Il convient, ainsi, de rappeler que le budget de fonctionnement prévoit des dépenses de 4714,5 milliards de dinars (58 milliards USD), soit une hausse de 8,7% par rapport à 2013 (378,9 milliards de dinars de plus).

Les transferts sociaux ont augmenté de 106,3 milliards de dinars pour s'établir à 1 603,2 milliards de dinars (20 milliards USD), soit 8,8%



Le parti de Louisa Hanoune exige un bilan des exonérations.

du PIB. Le budget d'équipement augmente de 15,6% pour atteindre 2 941,7 milliards de dinars (38 milliards USD). Il inclut les crédits complémentaires dégagés au profit des différentes wilayas et annoncés au fur et mesure des sorties médiatiques du Premier ministre Sellaal.

Quant aux recettes budgétaires, elles sont de 4 218,2 milliards de dinars (53 milliards USD) dont 1 577,7 milliards de dinars de fiscalité pétrolière (20 milliards USD, calculée sur la base d'un prix de référence du baril de 37 USD) et 2 352,5 milliards de dinars (33 milliards USD) de fiscalité ordinaire, n'assurent pas ce train de vie dépensier. Pire, elles ne couvrent pas le budget de fonctionnement (56 milliards USD, ndlr). Le déficit budgétaire global est de 3437,8 milliards de dinars (43 milliards USD), soit près 50 % et représente 18,1% du PIB.

L. H.

SELON LE REPRÉSENTANT DE COMITÉ INTERPROFESSIONNEL DES CÉRÉALES :**«La dépréciation du dinar nous déstabilise»**

«La dépréciation nous déstabilise», affirmait hier le président du Comité interprofessionnel des céréales (CLC) et premier manager du groupe agroalimentaire Benamor, invité de la rédaction de la Chaîne III de la radio nationale.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon Laïd Benamor, la dépréciation du dinar, d'au moins 9% depuis juin dernier par rapport à l'euro, représente une «instabilité», un «manque de vision». Un avis que le président du CLC justifie par le fait que «si on a un dinar qui flotte et qui ne fait qu'être déprécié, ça nous déstabilise» en matière d'importations. «Des opérations qui ne sont pas effectuées en 24 heures mais dans des délais de deux, trois ou six mois, précisera M. Benamor qui observe que la dépréciation se répercutera en fin de compte sur les produits de consommation alimentaire (laits, sucre, tomate, céréales...).» Voir, Laïd Benamor se montrera critique, en observant que si «on veut décourager l'importation en dépréciant le dinar, je



Le dépréciation du dinar décourage l'importation.

pense que ce n'est pas (comme) ça». Une déclaration qui contredit tacitement les propos du ministre des Finances, tenus hier à l'occasion de la présentation de la loi de finances pour 2014.

Réfutant toute dévaluation du dinar, Karim Djoudi avait affirmé que la monnaie nationale avait seulement subi une dépréciation par rapport à l'euro et au dollar. Il s'agit, indique le ministre des Finances, d'un cas de dépréciation car le marché a enregistré, par le fait de la Banque d'Algérie, le différentiel de

l'inflation en Algérie et le reste du monde (en Europe et aux Etats-Unis).

Or, le dinar «s'appréciera à nouveau» dans les prochains mois, affirme Karim Djoudi, dans la mesure où cette tendance «pourrait être inversée prochainement». «Compte tenu du fait que ce différentiel ira en se réduisant au cours des prochains mois, a-t-il poursuivi, «la valeur du dinar devrait, de mon point de vue, enregistrer cette réduction du différentiel de l'inflation et reprendrait de la valeur».

L'autosuffisance possible pour certaines productions agricoles

Au-delà de la problématique du taux de change, le président du CLC s'est montré néanmoins optimiste quant aux perspectives agricoles et agroalimentaires, de réduction de la facture d'importation et développement de l'exportation. Selon Laïd Benamor, le volume de production céréalière qui a atteint les 49,1 millions de quintaux en 2012-2013 est «un bon chiffre». «L'on pourrait faire mieux cette année», dira le président du CLC, «très optimiste» quant à la possibilité d'augmenter fortement les rendements à l'hectare et les volumes de production, dans la mesure où les conditions matérielles sont propices, des mécanismes ont été mis en place, des mesures de soutien et d'accompagnement ont été impulsées....

Ainsi, l'autosuffisance, voire l'exportation pourraient être possibles à court terme, indiquera Laïd Benamor, pour certaines productions agricoles et notamment les piments dont les besoins pourront être couverts à 100% sans recours à l'importation. Il en sera également de même

pour la tomate, d'ici cinq ans, l'importation de ce produit devant se poursuivre quoique réduite d'au moins 20%. Toutefois, cet industriel estime que l'autorisation d'importation pourrait être opportune pour certains produits extra (kiwis, bananes...), mais ne pourrait l'être notamment pour la tomate, Laïd Benamor prônant la nécessité d'«encourager» l'importation de produits semi-finis.

A charge cependant, relève Laïd Benamor, d'«accorder les violons», développer l'intégration entre les agriculteurs, les transformateurs et les producteurs, introduire de nouvelles technologies, améliorer davantage les rendements et la compétitivité de la production agricole, utiliser à bon escient les aides en place. Mais aussi d'œuvrer à faciliter l'accès au foncier, stimuler la création d'entreprises innovantes, développer les clusters (réseaux) et autres pôles de compétitivité, revoir le système de formation, améliorer la relation banques-opérateurs, mettre un terme aux lenteurs bureaucratiques qui «font très mal», booster le partenariat public-privé.

C. B.

CENTRE DE RECHERCHE NUCLÉAIRE DE BIRINE**Les ingénieurs et techniciens supérieurs protestent**

Les techniciens supérieurs de soutien à la recherche et les ingénieurs de laboratoire du centre de recherche nucléaire de Birine reviennent à la charge. Le personnel a organisé, hier, un sit-in devant le siège du Commissariat national à l'énergie atomique (Comena), à Alger, pour protester contre la non satisfaction de sa plateforme de revendications.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Enième coup de colère des ingénieurs de laboratoire et des techniciens supérieurs de soutien à la recherche du centre de recherche nucléaire de Birine, à Djelfa. Le

bras de fer qui les oppose au Commissariat national à l'énergie atomique se poursuit. Le personnel qui continue de lancer des cris de détresse «devant la gravité de la situation» a tenu, hier, un sit-in devant le siège de

Comena pour dire sa préoccupation et sa détermination à faire aboutir ses revendications. «Suite au mutisme affiché et le refus de notre tutelle à prendre en charge nos doléances, on se trouve poussés malgré nous dans un mouvement de protestation qui est, pour nous l'ultime recours pour faire entendre nos problèmes socioprofessionnels auxquels nous sommes confrontés depuis plusieurs années», explique le collec-

tif des travailleurs protestataires.

Ces derniers rappellent que leur combat entamé depuis le mois d'avril dernier est loin de s'essouffler. Déterminés, ils assurent que leur action de protestation sous forme d'une série de sit-in se poursuivra jusqu'à satisfaction de leur plateforme de revendications.

Le personnel qui dénonce la dégradation de leur situation socioprofessionnelle, tributaire d'un dispositif

salarial «provisoire humiliant sans ancrage juridique», réclame la régularisation et l'actualisation des promotions bloquées depuis 2005, l'application d'une prime de risques radiologiques spécifiques au secteur du nucléaire, une indemnité spécifique au poste, la bonification de l'avancement horizontal vu les conditions de travail difficiles, une prime de documentation, le recouvrement des droits acquis (repositionnement et reclassement)

et la redynamisation des laboratoires en libérant l'initiative de recherche.

Les protestataires qui dénoncent également la fuite en avant de la tutelle quant à l'élaboration d'un statut spécifique au secteur menaçant de déclencher d'autres actions de protestation dans l'avenir.

Ils appellent le Comena à prendre au sérieux leurs doléances avant que la situation ne s'aggrave.

S. A.